

Déclaration à la presse

Non au déplacement de force de la population gazaouie : la communauté internationale doit agir maintenant

Israël vient d'annoncer brutalement ses intentions de réoccuper la bande de Gaza et d'organiser l'"expulsion volontaire" de sa population, ouvrant la voie à une présence militaire durable dans l'enclave. La Confédération générale du Travail (CGT) appelle la France à faire de réels efforts diplomatiques et à mobiliser la communauté internationale afin d'empêcher la mise en œuvre de ce qui constituerait une violation grave du droit international et une nouvelle aggravation de la catastrophe humanitaire.

Face à l'extrême gravité de la situation humanitaire à Gaza et aux récentes déclarations d'Israël visant à pérenniser sa présence dans l'enclave palestinienne tout en y entassant la population dans le sud du territoire, l'heure n'est plus aux tergiversations ou aux déclarations timorées : il faut agir, et agir maintenant.

Plus que jamais il y a urgence à agir pour stopper l'annonce de cette attaque de grande envergure et le déplacement de la population vers une zone très réduite située sur la frontière égyptienne.

La solution ne peut être que politique et non militaire. C'est pourquoi la CGT soutient le plan de reconstruction de Gaza sans déplacement de population présentée par la Ligue arabe. Il est le seul plan viable pour secourir Gaza et donner des perspectives à sa population. De même, la reconnaissance officielle de l'Etat de Palestine par la France est plus que jamais urgente et nécessaire.

La CGT appelle le gouvernement français à intensifier ses efforts pour mettre un frein à l'entreprise meurtrière d'un pays qui frappe aussi au Liban, en Syrie et au Yémen.

Montreuil, le 7 mai 2025